

# École & Éducation

Bulletin mensuel du Syndicat Général de l'Éducation Nationale (C. F. T. C.)

28, Place Saint-Georges, Paris (9<sup>me</sup>) — Chèques postaux Paris 286.66

feuille de liaison pour le temps de guerre -- n° 3 - 1<sup>er</sup> Mars 1940

## EXPANSION

Dès le premier numéro de guerre d'École et Éducation, nous proposons à nos collègues ce mot d'ordre : **non seulement maintenir, mais progresser.**

Ainsi ont-ils fait : là où le regroupement s'est fait, un nombre intéressant d'adhésions nouvelles a pu être recueilli. Nous remercions nos camarades qui ont choisi ces temps difficiles pour nous apporter leur confiance ; remercions aussi ceux qui, par le paiement de leur cotisation, nous la continuent, en étant tout particulièrement touchés de ce qui nous vient des mobilisés.

Au plus grand format de ce bulletin doit répondre une expansion de notre syndicat. Ces nouvelles dimensions nous permettent, en effet, — sans réduire la part proprement professionnelle de notre publication, en envisageant même pour l'avenir de l'augmenter à moindres frais, — de rendre plus sensible notre liaison avec le syndicalisme chrétien des fonctionnaires et le mouvement syndical dans son ensemble.

Lier organiquement une organisation d'enseignants à l'action générale des travailleurs chrétiens : telle fut une des principales raisons de la fondation du S. G. E. N. Après les expériences de ces trois dernières années et la crise du mouvement ouvrier français provoquée par la guerre, qui douterait de l'utilité du syndicalisme chrétien, de la place qu'il peut prendre demain. Trop souvent déjà, le monde des travailleurs semble avoir perdu l'espérance qui faisait sa force. Je ne sais si d'autres organisations pourront la lui rendre. Nous, en tout cas, nous le devons. Sur l'état des esprits inquiets et lucides qui se trouvent hors de nos organisations, nous trouvons dans **Syndicats**, du 25 janvier dernier, un précieux document : les réflexions de **Georges Lefranc** sur le récent Comité Confédéral de la C. G. T. Lisons les premières lignes :

Entre cette guerre et l'autre, il existe dans la psychologie populaire, une différence essentielle.

De 1914 à 1918, on croyait que l'après-guerre allait ouvrir la voie aux promesses de rénovation qu'apportait le socialisme (pris au sens général du terme).

Aujourd'hui, cette espérance est touchée à mort. Dans l'entre-deux guerres le socialisme traditionnel a joué sa chance et il a perdu, soit avec l'échec des différentes expériences social-démocrates, soit avec la dégénérescence bolcheviste.

Nous sommes devant un monceau de ruines...

Et Lefranc demande à ses camarades de se libérer du préjugé marxiste pour admettre la primauté de l'humain sur l'économique et du préjugé anarchiste, en n'admettant plus que l'homme était bon

naturellement ; il veut que soient réintégrées dans l'action, les trois idées d'élite, d'autorité et de foi. Si justes que paraissent ces **méditations, sans joie, mais aussi sans faiblesse**, on pensera que pour aller vers l'avenir, construire cet ordre nouveau dont l'instauration donnerait un sens à l'épreuve présente, il faut plus d'élan. Cet élan, nous avons à l'apporter. Un écrivain, particulièrement averti, nous disait l'autre jour : la succession du socialisme est ouverte... A nous, syndicalistes chrétiens, de la revendiquer pour des programmes et des institutions selon notre esprit, sans d'ailleurs refuser la coopération d'aucune compétence ou bonne volonté.

Voilà de nouveau justifiée, notre participation au mouvement syndical d'inspiration chrétienne. Quant à l'aspect professionnel de notre effort d'enseignants, d'éducateurs, il trouve aussi, dans les circonstances actuelles, sa justification.

Dès novembre 1939, Jacques Maritain écrivait dans **Nouveaux Cahiers** : « **Le renouvellement moral est premièrement nécessaire. C'est par l'esprit, disait-il, que tout commence, et si la rénovation n'est pas d'abord morale, rien ne sera vraiment renouvelé.** » Un excellent observateur écrivait dernièrement un article intitulé : **l'Allemagne, problème moral.** Entendons qu'après-guerre, la réintégration de l'Allemagne dans une Europe reconstituée, la reconstitution de l'Europe demandera des conceptions morales assez fortes pour reprendre, **rééduquer** les âmes perverses par le nihilisme nazi. Et l'hittérisme n'est pas l'unique mal : la vraie liquidation du stalinisme, ce serait dans le monde ouvrier, un travail de **rééducation**. De tous côtés, on trouve des tâches éducatives : devenues à la fois plus nécessaires et plus difficiles à l'âge des masses et de la propagande, du déchaînement et de l'utilisation des forces psychologiques élémentaires.

La jeunesse et l'école tiennent une place si grande dans les régimes totalitaires. En tiendront-elles moins dans la nouvelle Europe, libérée du totalitarisme hittérien ? Nos écoles devront, en tout cas, après le déficit physique et mental causé par la guerre, contribuer à refaire une France à la mesure de son nouveau destin. Si précieuse que soit notre tradition universitaire, elle aura sans doute besoin, dans ces conditions inédites, de quelque renouvellement : là, nous aurons notre mot à dire. Trop d'hommes de pensée ont travaillé dans un esprit conforme au nôtre, ces derniers temps, pour que l'éducation nationale ne bénéficie pas de ce travail, comme elle a, dans le passé, vécu d'autres efforts de pensée.

Notre syndicalisme a sa place marquée dans l'après-guerre. Préparons lui, dès aujourd'hui, cette place, en lui assurant, dans la guerre, toute l'expansion possible.

Le S. G. E. N.

### Vous lirez dans ce bulletin :

Page 2 : **La collaboration, l'état et l'indépendance des travailleurs.**

Pages 4 et 5 : **Les problèmes de l'École.**

Page 6 : **Application du Code de la Famille.**

Page 8 : **Propagande et Pédagogie.**

Si vous ne l'avez déjà fait, envoyez votre cotisation au compte-courant

Syndicat Général de l'Éducation Nationale,

39, rue Saint-Dominique, (7<sup>e</sup>), PARIS 286.66.

Nous rappelons le taux des cotisations, en rapport avec le traitement :

(Taux majoré du supplément de guerre de 2 fr. établi par la C.F.T.C., 16-9-39). — Traitement au-dessous de 11.500 fr. : 38 fr. — entre 11.500 et 25.999 fr. : 50 fr. — entre 26.000 et 45.999 fr. : 62 fr. — 46.000 fr. et plus : 74 fr.

8<sup>e</sup> 10.2094

# La collaboration, l'Etat et l'indépendance des travailleurs

## L'AVENIR EST-IL ENGAGE ?

Les circonstances de cette guerre ont orienté tout le syndicalisme français vers des méthodes de collaboration. Est-ce là la nécessité, l'opportunité d'un moment d'épreuve, ou une orientation qui engage l'avenir, cette nouvelle après-guerre à quoi nous devons penser ? Pour nous, syndicalistes chrétiens, la réponse est claire : nous avons depuis toujours choisi le mot collaboration pour désigner notre idéal. Certains au moins des militants de la C. G. T. ne veulent pas, d'autre part, que l'on croie opportuniste et passager leur attitude d'aujourd'hui : à certains rédacteurs du Populaire qui ont voulu expliquer que la collaboration entre employeurs et salariés c'est très bien, mais que ça n'empêche pas les syndicats de travailler pour le chambardement social, Syndicats (8-2-40), a vivement répondu : la C. G. T. n'a pas déclaré, ni laissé sous-entendre que la recherche de rapports nouveaux entre patrons et salariés valait pour un temps limité et qu'aux rapports d'ordre contractuel succéderaient à brève échéance des rapports d'hostilité systématique. C'est reconnaître que l'expérience, les essais actuels de collaboration doivent déboucher non sur une nouvelle phase de lutte, mais sur un ordre nouveau.

On ne bâtit pas sur de l'incertain : nous devons partir de notions aussi claires que possible.

## COLLABORATION DES CLASSES

Est-ce avoir une idée précise que de parler, comme on le fait communément, de collaboration des classes ?

Parce qu'on l'a sans doute trop longtemps méconnue, on envisage trop exclusivement la diversité de condition matérielle et de mentalité que le XIX<sup>e</sup> siècle a établie, dans l'Europe industrialisée, entre patrons et ouvriers.

Lorsque, dans la vie économique, les affaires individuelles et familiales cèdent la place aux sociétés anonymes, où donc est le patron ? L'employeur, c'est la société. Parle en son nom, dans les rapports notamment avec les représentants des travailleurs, un directeur, qu'on peut souvent considérer, lui aussi, comme un salarié. Si une distinction de classe intervient encore, elle est autrement complexe qu'entre le patron de 1840, propriétaire de son affaire et le prolétaire, ne possédant que sa force de travail. Dans les relations industrielles : conflits et accords, il est plus clair de distinguer les hommes exerçant deux fonctions : le travail dépendant des ouvriers, des employés, des techniciens même ; la direction économique de l'entreprise, qui consiste à envisager et régler l'ensemble pour réaliser d'abord l'équilibre du bilan, ensuite la plus grande marge de profit. Entre ces groupes d'hommes qui ont des points de vue forcément différents, il surgit des conflits ; il faut aboutir à des accords.

Ce problème est si peu lié à une opposition de classe qu'il demeure lorsque l'Etat devient employeur. A une société privée, substituée, comme propriétaire de l'entreprise, une collectivité publique (Etat, commune, société nationale) nous savons tous que, entre cette collectivité et les employés, il subsistera des difficultés relatives aux conditions de travail ; et un syndicalisme sera nécessaire pour les résoudre.

Laissant de côté l'idée de classe, nous avons à envisager la collaboration et dans le cas où l'employeur est une personne privée, et dans le cas où c'est l'Etat lui-même (nous ne nous arrêtons pas aux cas intermédiaires, tels que les sociétés concessionnaires de services publics).

## COLLABORATION TRIPARTITE

Dans les relations entre employeurs privés et salariés, il semble n'y avoir que deux parties en présence : les deux parties du contrat de travail. En réalité, spécialement dans notre pays, il y en a trois.

Envisageons le régime du travail français en temps de paix : c'est un régime contractuel, où les conditions de travail sont réglées par conventions conclues entre les organisations les plus représentatives des salariés et des employeurs. Mais, dans ce régime, l'Etat intervient, en tiers :

— comme législateur : une loi a fixé les clauses que doit obligatoirement comporter toute convention collective ;

— comme conciliateur : les représentants de l'Etat mettent les parties en contact, président à leurs discussions, s'efforcent d'obtenir leur accord ;

— comme arbitre : une législation d'arbitrage obligatoire généralisée permet, là où l'accord des parties ne s'est pas réalisé, de leur imposer un règlement.

Telle était notre condition, à la veille de la guerre de 1939. Dans les circonstances présentes, le rôle de l'Etat vient au premier plan, rejetant en arrière le jeu des forces patronales et ouvrières, moins indépendantes de lui, d'ailleurs, qu'en temps de paix. Nous avons expliqué cela dans une conférence à l'Ecole Normale Ouvrière confédérale, dont l'essentiel a passé dans un article de Syndicalisme (janv. 1940). De cette prépondérance de l'Etat, nous donnons la raison : l'économie de guerre est une économie dirigée, et toute économie dirigée suppose, prépondérante, l'action d'un organe central.

Si la guerre oblige à réaliser une forme assez stricte d'économie dirigée, la tendance à la direction de l'économie, — à la subordination des entreprises à des disciplines professionnelles et des professions à une politique économique d'ensemble, — paraît caractéristique de notre époque. C'est pourquoi nous devons envisager une collaboration tripartite : entre représentants de l'Etat, des employeurs et des salariés, — les représentants de ces derniers étant des syndicats libres.

## PARTAGE DES RESPONSABILITES

Dans cette collaboration, quel sera le rôle de chacun ? Léon Jouhaux, dans un article récent, a écrit : Qu'est-ce qu'une collaboration sans partage de responsabilités ? (Peuples, 1-12-40). Sans doute, mais quand les collaborateurs sont l'Etat, les organisations patronales, le mouvement ouvrier, chacun doit avoir sa part bien définie pour ne pas, dans une confusion des rôles, abdiquer sa fonction propre.

L. Jouhaux reconnaît lui-même à l'Etat une fonction propre : le Gouvernement, écrit-il, a nécessairement un rôle d'arbitrage et de décision ; il ne s'agit pas de substituer je ne sais quel pouvoir à celui des représentants de la nation tout entière. Il y a donc une inévitable primauté de l'Etat.

Mais cette primauté ne doit pas empêcher le patronat et le salariat de représenter des fonctions sociales exercées avec autonomie : sans quoi, le mot de collaboration n'aurait plus de sens ; les dirigeants politiques ne feraient qu'appeler collaborateurs des hommes qui resteraient pour eux des sujets ou des agents.

Imaginez une économie tellement centralisée, étatisée, que les dirigeants des entreprises ne puissent plus manifester d'indépendance à l'égard du Gouvernement : dans cet assujettissement, il n'y a plus de collaboration.

Imaginez aussi une organisation des travailleurs dépendante, quant au choix de ses chefs par exemple, du patronat ou de l'Etat : quand le mouvement ouvrier a perdu son autonomie, il n'y a pas de collaboration.

La collaboration tripartite demande que, la primauté de l'Etat étant sauve, la direction des entreprises et le mouvement ouvrier restent des forces indépendantes. Question d'équilibre. Les régimes totalitaires la suppriment en éliminant toute force indépendante de l'Etat. L'idée de collaboration est essentiellement antitotalitaire : cela ajoute à son actualité.

## CONCLUSIONS POUR LE SYNDICALISME

Tirons de là quelques conclusions importantes pour le mouvement syndical.

Pour être un élément de collaboration tripartite, le syndicalisme doit sauvegarder son indépendance à l'égard tant de l'Etat que des directions d'entreprises, c'est-à-dire qu'il doit exercer avec autonomie une fonction bien à lui, distincte de la fonction étatique et de la fonction patronale.

Nous avons jadis touché ce problème dans E. N. O. (novembre 1938) : le syndicalisme, y disions-nous, est essentiellement une réaction et une protection du travailleur contre les abus du pouvoir patronal et étatique (dans la mesure où l'Etat conduit une politique économique, ayant des conséquences sociales). Il représente, en face du

point de vue économique : des nécessités budgétaires par exemple de l'entreprise ou de l'Etat, — le point de vue social — celui des intérêts et de la dignité des hommes, engagés par leur travail et dépendants dans leur vie de ces nécessités budgétaires... C'est pourquoi nous écrivions : si des syndicalistes devenaient dirigeants d'entreprises et de l'économie nationale même, il faudrait maintenir des syndicats indépendants de ces nouveaux dirigeants, car, du fait de leur poste, ces hommes seraient obligés de prendre le point de vue de l'activité économique, avant celui des hommes engagés dans cette activité. Le rôle du syndicalisme n'est pas de diriger les entreprises, ni l'économie nationale ; s'il collabore à cette direction, s'il partage des responsabilités avec les employeurs et le gouvernement, c'est sans laisser confondre sa fonction avec la leur ; représentant des travailleurs dépendants, il apporte la force de leur adhésion à une conduite des entreprises et de l'économie nationale que l'on a établie en tenant compte de ces avis.

Le problème, en somme, de la collaboration syndicale, c'est cette simple question posée aux industriels et aux gouvernants : au lieu de compter simplement sur la contrainte, voulez-vous assurer à votre politique le consentement des salariés ? Pour qu'il y ait liberté de consentir ou de ne pas consentir, il faut que les travailleurs soient organisés en force indépendante.

## ... ET SPECIALEMENT POUR LE SYNDICALISME DES FONCTIONNAIRES

Le syndicalisme est évidemment, essentiellement antitotalitaire. Et plus que tout autre, un syndicalisme de fonctionnaires. Un Etat totalitaire ne peut souffrir dans le pays une force indépendante de lui ; encore moins que ses agents constituent une telle force, prétendant à une certaine autonomie à l'égard de la direction politique (ministres) et technique (haute administration) de leurs services. Un syndicalisme de fonctionnaires, c'est l'affirmation d'une autonomie des serviteurs immédiats de l'Etat, organisés en force indépendante.

Nous ne retiendrons, cette fois, que cette idée d'autonomie, d'indépendance.

Elle fait l'unité du syndicalisme ouvrier et fonctionnaire : par le syndicat, organisé en dehors de l'entreprise, l'ouvrier acquiert, à l'égard du patron, une indépendance qu'il n'avait pas au début de l'ère industrielle ; dans le syndicat, le fonctionnaire trouve aussi de l'indépendance — à l'égard de la direction politique et technique des services à l'arbitraire de laquelle il n'est plus livré sans contrôle.

Cette indépendance qui fait, par principe, défaut aux travailleurs des Etats totalitaires, n'est-ce pas aujourd'hui le bien le plus précieux des travailleurs des pays libres ?

Paul VIGNAUX.

# Réorganisation et action de notre Fédération

La Fédération Générale des Syndicats Chrétiens de Fonctionnaires a dû, au cours de la réunion du Conseil Fédéral du 26 novembre dernier, pourvoir à la réorganisation de son bureau et prendre un certain nombre de décisions importantes afin d'adapter le fonctionnement de la vie fédérale tant aux nécessités nouvelles qu'aux possibilités financières.

Ces changements ont été portés à votre connaissance par les bulletins précédents. Aujourd'hui, nous pouvons vous dire que nous sommes entrés dans la voie des réalisations. Jugez-en plutôt :

Le Siège Fédéral fonctionne, 28, place Saint-Georges, Paris (9<sup>e</sup>), depuis le début de janvier ; les travaux du Secrétariat sont assurés par Mme Asselin, bien connue de nos militants puisqu'elle a travaillé autrefois pour l'A.S.P.F. Ainsi, nous ne sommes plus isolés, mais nous avons tous ceux qui ont besoin d'un service ou de renseignements sont assurés de trouver quelqu'un pour les accueillir.

Dans la pièce voisine de celle attribuée à la Fédération des Fonctionnaires est installé le Centre Administratif. Là les divers syndicats que la guerre a privés de leurs dirigeants, ont leurs fichiers, leur documentation, leurs dossiers. Là viennent travailler, de temps à autre, quelques militants dévoués.

AINSI ORGANISÉE, la Fédération est vivante, agissante. Le Conseil s'est réuni régulièrement chaque mois (17 décembre, 14 janvier, 11 février) et des réunions du Bureau (29 novembre, 22 janvier) ont permis une meilleure exécution des décisions prises par le Conseil. D'ailleurs, le travail ne manque pas au cours de ces réunions. En effet, la Présidence du Conseil ne prenant plus que des mesures d'ensemble intéressant les diverses administrations, la plupart des questions sont devenues d'ordre fédéral.

Nous avons déployé une activité persévérante pour obtenir le rétablissement du congé annuel de 1939. Cette mesure de justice obtenue, nous sommes intervenus auprès de la Présidence du Conseil, du Ministère des Travaux Publics et de la S.N.C.F. pour obtenir la prorogation de la validité des billets populaires.

Dès que les permissions ont été accordées aux militaires, nous avons demandé l'octroi de congés exceptionnels aux femmes et proches parents des mobilisés en permission de détente.

Satisfaction obtenue pour les femmes de mobilisés, nous avons renouvelé nos instances jusqu'à ce que paraisse la circulaire de la Présidence du Conseil du 25 décembre 1939 étendant le bénéfice du congé exceptionnel de quatre jours (à valoir sur le congé annuel) aux agents dont le fils, le frère ou le père sont en permission.

La situation des « repliés » et de leur famille a fait l'objet, de la part du Bureau Fédéral, d'une étude très attentive et qu'il poursuit au jour le jour avec les informations qui lui parviennent (nous avons exposé dans le dernier « Trait d'Union Professionnel » notre position de principe sur la question).

En ce qui concerne les fonctionnaires « déplacés », les célibataires ayant été par trop sacrifiés, la Fédération n'a pas manqué d'intervenir, en leur faveur, en montrant l'exacte situation qui leur était faite.

Dès la parution du décret du 18 novembre 1939, permettant aux femmes employées dans une localité

ayant fait l'objet d'une mesure d'évacuation totale ou partielle de suspendre leur travail dès le début de la grossesse sans que le contrat de travail soit rompu, nous sommes intervenus auprès de la Présidence du Conseil pour que cette mesure de protection de la maternité soit étendue aux femmes employées par les Administrations et Services Publics dans les localités évacuées totalement ou partiellement.

Le 14 février, une délégation de notre Fédération conduite par M. Raymond-Laurent, député, a été reçue par M. Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur. A cette occasion, quatre requêtes ont été déposées entre les mains du Ministre ; elles avaient trait :

a) à la prochaine constitution d'une Commission Supérieure, chargée de donner son avis sur les questions relatives au Fonds National de Compensation (application du Code de la Famille aux personnels départementaux, communaux et des services concédés).

Notre Fédération demande à faire partie de la dite Commission.

b) au paiement de leur salaire aux temporaires mobilisés de la Préfecture de la Seine.

c) à la modification du décret du 19 septembre 1939 assimilant le personnel de la Ville de Nantes à celui de l'Etat.

d) au maintien du Statut actuel au personnel municipal de Marseille, au moins jusqu'à la fin des hostilités.

# Syndicalisme et Guerre psychologique

On insiste beaucoup, de tous côtés, sur l'aspect psychologique de cette guerre, où chacun des adversaires — spécialement l'Allemagne nazie — compte si évidemment sur sa propagande et sur l'affaiblissement du « moral » chez son adversaire.

Toutes ces causes créent fatalement un climat de mécontentement.

ter les nouvelles vraies ou fausses (les « bobards ») qui se propagent et les scandales (injustices, combines, profits) qui fleurissent toujours plus ou moins en temps de crise.

Toutes ces causes créent fatalement un climat de mécontentement.

## II. — LES REACTIONS.

1) Résignation passive, se boucher les yeux et les oreilles, se laisser vivre dans une espèce de stocisme inerte : « a supporte et abstiens-toi » : « A la guerre comme à la guerre ».

2) Hécote, aigreur, mauvaise humeur, mauvaise volonté, critiques générales. Tout sujet de mécontentement est habilement exploité par la propagande pour des fins politiques.

3) « La vérité se trouve dans un juste milieu », dans un équilibre : attitude lucide, raisonnée, qui, volontairement, accepte ce qu'il faut accepter, et tente d'améliorer ce qui peut l'être sans nuire au « bien commun », attitude dictée par la :

## III. — REPONSE DU SYNDICALISME CHRETIEN.

Déclaration de la Fédération Générale des Syndicats Chrétiens de Fonctionnaires en date du 21 décembre 1939 :

« A Compter sur ses militants pour donner à tous l'exemple d'une action équilibrée, fondée sur une égale conscience des droits et des devoirs, éloignée tout à la fois d'un abandon et d'une impatience, l'un et l'autre préjudiciables au syndicalisme et au pays. »

A commenter : création d'un climat syndicaliste chrétien.

ler fidèlement au jour le jour pour la sauvegarde de leurs intérêts professionnels.

## FORMATION.

Là, d'ailleurs, ne se borne pas sa tâche. Elle n'oublie pas, notre Fédération, que son rôle est d'aider les militants de toutes manières, de les former, de les guider, de les éclairer.

C'est pourquoi, dès le 21 décembre, le Bureau Fédéral publiait le texte d'une déclaration faisant connaître l'esprit dans lequel les militants doivent poursuivre l'action syndicale adaptée au temps de guerre.

C'est aussi pourquoi, le dimanche 3 mars prochain, la Fédération organise une après-midi de Formation pour les Militants de la Région Parisienne. Deux cours suivis d'échanges de vues y seront donnés : l'un par Mlle Gronnier, Secrétaire Générale du Syndicat Féminin des P. T. T. ; l'autre par M. Paul Vignaux, Secrétaire Général du Syndicat Général de l'Education Nationale.

Là, nous prendrons nettement conscience de l'évolution des idées autour de nous, des changements survenus dans l'orientation de la C. G. T., des difficultés qui nous attendent. Mais aussi, nous mettrons en commun nos expériences, nos observations, nos idées, nous nous retrorons dans notre idéal et chercherons ensemble comment il faut adapter notre action à la période actuelle afin de profiter, au maximum, des possibilités d'influence qui nous sont offertes en dépit des difficultés de tous ordres. S'éclairer pour agir, tel est le but de notre rencontre.

## CENTRE ADMINISTRATIF.

Mais la Fédération n'avait pas seulement à se réorganiser elle-même ! Dans sa réunion du 26 novembre, le Conseil lui avait, en outre, confié la gestion des syndicats groupés dans le Centre Administratif.

Ce travail complexe et délicat, se poursuit chaque jour. Mais déjà, le Centre a pu apporter une aide efficace à la Fédération des Finances, seconder les efforts des militants non mobilisés des Travaux Publics pour regrouper leurs adhérents, et enfin procéder à la reconstitution du bureau de la Fédération des Communaux. En outre, le Centre a effectué auprès des Ministères qui lui ont été demandées par les syndicats de province.

Enfin, une solution qui permettra la parution régulière d'un journal suffisamment documenté a été cherchée, trouvée et réalisée. Le journal qui paraît aujourd'hui est l'expression de la nouvelle formule à laquelle nous nous sommes arrêtés : 4 pages sont réservées à l'action des syndicats groupés dans le Centre Administratif ; 4 autres pages, consacrées à la formation, à la vie fédérale, sont communes au « Trait d'Union Professionnel » et aux organes du Syndicat de l'Education Nationale et de la Préfecture de la Seine — ceci permettant de réaliser de notables économies de temps et d'argent.

Chers amis, voilà quel est, en résumé, l'effort entrepris par vos militants. Ils le continueront, mais aidez-les. Que les mobilisés et les « repliés » nous envoient leur nouvelle adresse, que tous se mettent à jour de leurs cotisations. Et la Fédération continuera de vivre et de grandir.

L. REY,  
Secrétaire Générale.



# LES PROBLÈMES

ENSEIGNEMENT DE GUERRE :

## RÉFORMES SCOLAIRES EN ALLEMAGNE

D'importantes mesures ont été prises au début de la nouvelle année scolaire par le gouvernement allemand dans tous les ordres de l'enseignement pour adapter cet enseignement aux circonstances présentes. Par des informations fragmentaires et les commentaires de la presse allemande, nous pouvons en mesurer l'étendue et en comprendre l'esprit, qui est d'ailleurs dans la ligne générale de la politique hitlérienne. Nous ne révérons ici que quelques points caractéristiques.

Dans l'Enseignement supérieur, par exemple, la durée des études est ramenée de trois à deux ans, avec, il est vrai, des vacances moins longues. Une faculté nouvelle, l'*Auslandswissenschaftliche Fakultät*, ou faculté des sciences de l'étranger, est créée à l'Université de Berlin. C'est qu'un jour ou l'autre se pose la question du sens de la guerre, des principes intellectuels qui doivent mener les hommes et les peuples. Cette faculté sera destinée à rassembler en un enseignement commun les diverses spécialités politiques, historiques et intellectuelles qui, jusqu'à ces derniers temps, se trouvaient dispersées. (Elle devra) se consacrer à l'exploration historique et scientifique des relations diverses de l'Allemagne avec les autres pays, et des autres pays entre eux. L'idée, en soi, serait intéressante, mais on sait ce que valent chez les dirigeants nazis ces termes d'histoire et de science ; vraisemblablement, les étudiants allemands ne feront dans cette faculté que parfaire leur formation — en lui donnant une base apparemment plus scientifique — et croiront les dernières théories officielles, et non essayer de juger objectivement.

Ce souci de formation nationale-socialiste, apparaît, à l'autre bout de la pyramide universitaire, dans l'école populaire (notre école primaire) qui, dans ses trois ou quatre premières classes, est fréquentée par tous les enfants, et, au-delà, par la plus grande partie. Ici, les enseignements de l'Allemagne, de l'Histoire, de la Géographie, ne sont envisagés que du point de vue de la propagande : « l'école populaire... a le devoir de préparer les enfants au service du peuple et du Führer. »

Il est curieux de noter en passant qu'on recommande les méthodes pédagogiques nouvelles laissant une grande part d'initiative à l'enfant, et qu'on cherche, par l'école, à attacher le petit paysan à sa province afin de « former les prochaines générations d'agriculteurs » et de « lutter contre la dépopulation des campagnes ». Mais, quelles que soient les différences régionales, une ligne directrice commune doit dominer l'enseignement et ce qui frappe, c'est l'importance donnée à la politique. Ce n'est qu'en sixième classe qu'on étudie l'histoire chronologiquement, la cinquième étant consacrée à l'histoire contemporaine — celle du Parti — et rattachée étroitement à l'enseignement des questions régionales prévu au programme de la quatrième. En lecture, une grande place sera donnée aux récits de la guerre mondiale et à la littérature de combat du mouvement national-socialiste.

disent les instructions officielles. La Géographie consacrera trois ans à l'étude de l'Allemagne et un an seulement à celle des autres pays, étudiés surtout dans la mesure où ils aident à comprendre la vie économique de l'Allemagne. Enfin, pièce maîtresse de l'éducation nouvelle du Reich, la science des Races, à laquelle se rattache la biologie, devra mettre en valeur les différences raciales. D'ailleurs, la science des races n'est pas, à proprement parler, une matière d'enseignement, mais plutôt un principe d'enseignement qui intervient dans l'ensemble du travail scolaire.

Si la notion de race pénètre tout l'enseignement national-socialiste, en Histoire, en Idéologie politique, dans l'Antisémitisme, il n'en existe pas moins des enseignements spéciaux, avec exercices pratiques, qui précisent pour l'enfant la notion de race. L'article très documenté qu'a publié la revue *Races et Racisme* (octobre 1939 : L'enseignement primaire et l'éducation raciste en Allemagne) nous donne à ce sujet des détails précis. Nous choisirons dans les lignes qui suivront ceux qui nous paraissent les plus significatifs en faisant notre explication du racisme que donne l'auteur et qui a le mérite de mettre l'accent sur l'aspect psychologique du problème.

Tout d'abord, sous prétexte de Science de la lignée familiale, on oblige l'enfant, dès l'école primaire, à établir son arbre généalogique, à découvrir ses « valeurs » héréditaires, à dénoncer publiquement en classe les circonstances intimes de la vie familiale. Les arbres généalogiques peuplent les expositions de travaux d'élèves, lesquels, de très bonne heure, apprennent à distinguer entre une bonne et une mauvaise alliance !

Ces leçons de racologie suscitent, de la part des enfants, des questions bien indiscrètes. Certains instituteurs ne s'en émeuvent pas outre mesure et expliquent, devant les plus jeunes, les détails de l'enfantement. Malgré les scrupules de nombreux pédagogues, la tendance semble être de plus en plus à la « sincérité absolue ». « Pourquoi ne devons-nous pas appeler l'attention de nos filles sur les choses qu'à la tombée de la nuit un criminel israélien pourrait leur apprendre d'une manière abominable ? », demande l'inspecteur d'académie Fritz Flink dans son livre : « La question juive dans l'enseignement », livre qui a remporté un succès considérable dès sa parution (1937).

Nous voici amenés à parler de l'antisémitisme. En quoi consiste-t-il ? Avant tout, des l'école primaire, à apprendre à haïr, à « reconnaître » le Juif. Aussi peut-on voir une illustration d'un recueil de lectures (*Der Gimpel*) représentant la leçon sur « le nez juif » où un enfant montre à ses camarades un tableau noir, un grand nez, dessiné à côté d'une tête de Juif idiot, hirsute, aux oreilles écartées et au-dessus d'un petit Juif voûté au profil caractéristique. De même, on peut lire un emploi du temps officiel où tous les sujets de rédactions de l'année portent sur l'histoire d'Allemagne depuis l'avant-guerre caractérisée ainsi : « lutte des classes, profits, grèves » jusqu'au National-socialisme en lutte avec le

## Quelques erreurs ?

Le ron-ron des jours est brisé, des trous de lumière s'ouvrent sur des problèmes que nous ne voulions souvent pas voir. Si la pédagogie moderne s'est fourvoyée, il est temps de l'avouer, il est temps aussi de préparer un redressement. Nous serions heureux de recevoir l'avis de nos camarades qui ont une expérience beaucoup plus vaste que nous.

Je me bornerai à noter quelques constatations banales, au sujet desquelles il faut réfléchir, prendre parti et construire. Ne donnez pas à ce schéma un aspect définitif, c'est simplement le début d'une recherche.

### Conséquences de certaines méthodes modernes

Un fait : les hommes de 45 ans et plus, (ayant simplement leur CEP) arrivent en général sans faire de fautes grossières. Les moins de 30 ans, pourvus du même diplôme se signalent souvent par l'incorrection de leur orthographe. Examinez des lettres, des cahiers d'élèves de C. C., par exemple, vous verrez...

Une simple question : cette faiblesse déplorable n'est-elle pas due :

- a) A la généralisation des méthodes de lecture modernes ? (C'est certain pour la méthode globale). L'ancienne méthode, (b, a, — ba) ne présentait-elle pas de réels avantages, en ce qui concerne l'apprentissage de l'orthographe ?
- b) Considérons nous assez d'heures à l'orthographe, nous la négligeons peut-être pour certaines leçons de choses ridiculement inutiles parfois ?

### Tendance encyclopédique

Au C.S.A., on sait tout... et rien. Les élèves intelligents assimilent en partie un enseignement trop vaste, les autres (la majorité) le subissent.

Deux cas à considérer : L'élève ne poursuit pas ses études. Que lui reste-t-il quelques années plus tard ? Souvent rien ou pire... Ex. : La Fronde ; guerre de seigneurs se battant avec des frondes... ou : ce qui reste de nos belles leçons d'histoire 2 ans après.

monde des criminels », en passant par « le crime d'Erzberger » avec, au regard de chaque sujet, une « relation avec la question juive » et des lectures adéquates. Enfin, faut-il dire qu'en biologie, on insiste surtout sur les « mélanges dangereux » et que les manuels contiennent, enrobés d'un semblant de science, les mêmes allégations sans preuves, les mêmes tirades pathétiques, les mêmes réquisitoires haineux que les manuels d'histoire, de géographie ou les livres de lecture ?

Le véritable but de cet enseignement racial, ce n'est d'ailleurs pas tant la haine du Juif ou de l'allo-gène quel qu'il soit, c'est surtout le racisme constitue le ferment sentimentale. Il s'agit de tromper le caractère du jeune Allemand, de lui apprendre à supporter avec courage et endurance les défaites possibles, en lui faisant prendre conscience de sa supériorité (et on ne fait là

L'élève continue. Bien souvent, il a l'impression d'avoir tout vu. Notre enseignement encyclopédique a émoussé sa curiosité. On se rend très bien compte de ce fait avec des élèves de C. C.

### Mépris de la mémoire

Les départements, préfectures et sous-préfectures ne sont plus appris par cœur, c'est idiot, paraît-il ; mais c'est parfois bien pratique. On a voulu réagir contre le « par cœur », mais il ne fallait pas tomber dans une erreur plus grave encore.

a) Disons-le, répétons-le, dans bien des cas, savoir par cœur, c'est savoir. Des notions élémentaires peuvent fréquemment être fixées pour toujours par des « récapitulatifs » appropriés.

b) Le non usage de la mémoire entraîne peu à peu son atrophie. Notre civilisation « écrite », règne de l'imprimé et du bloc-notes, néglige trop cet instrument infiniement souple qu'est la mémoire.

### Pour nous résumer

Portons nos recherches sur 3 points :

- a) Retour à certaines méthodes lentes peut-être, ennuyeuses parfois, mais sûres, et permettant d'élaborer des bases solides en lecture et en orthographe ;
- b) Simplification des programmes. Avant tout : bien lire, bien écrire, bien compter. Le reste est souvent un luxe ;
- c) Ne pas oublier une faculté trop calomniée : la mémoire. L'un de nos camarades (s'inspirant des travaux de Marcel Joussé) expérimentait des textes didactiques destinés à être retenus par cœur, il faudrait que plusieurs travaillent dans ce sens.

Certains l'oublient : une méthode se juge à son efficacité réelle, et non pas à l'enthousiasme que lui portent les maîtres... et les inspecteurs.

Eloignons-nous d'un certain « romantisme pédagogique », et n'ayons pas honte de prendre s'il le faut une voie plus pauvre, plus humble et plus vraie.

P. CURNIL.

qu'exploiter une ancienne mentalité germanique). « Tout se ramène à l'encadrement totalitaire d'un grand peuple, à partir de l'enfant sans défense, pour s'approprier à la guerre totale... Ce n'est pas le racisme qui compte, mais l'exaltation qu'il permet d'entretenir » (Races et Racisme : article cité).

Avant tout, au cours des épreuves de la présente guerre, c'est le moral qui ne devra jamais faiblir. Et ceci est le principal souci des dirigeants du Reich : ils ne réforment l'enseignement que pour mieux galvaniser les énergies que contient une jeunesse fanatisée, hélas ! dès le plus jeune âge, force brutale de nous devons de bien comprendre et d'essayer de faire comprendre et d'apprendre à être sans haine, mais aussi sans faiblesse : tâche difficile, mais impérieuse.

J. LECONTE.

# DE L'ÉCOLE

## Composition française en sixième

Il est fréquent que les professeurs chargés d'enseigner le français dans les grandes classes reprochent à leurs élèves la pauvreté de leur imagination ou de leur style, leur incapacité à exposer clairement une idée, leur penchant pour les lieux communs ou les développements vides de sens. Ils ont raison, et il suffit de jeter un coup d'œil sur des copies de candidats au bachelier pour en être pleinement convaincu. Mais là où ils s'abusent, c'est lorsque, désenchantés par les productions littéraires de leurs disciples, ils supposent chez les enfants plus jeunes les qualités dont ils regrettent habituellement l'absence chez des élèves de première ou de seconde.

On parle volontiers de la « vision directe des choses » et de la « fraîcheur d'imagination » des élèves de sixième. Vraie !

Pour moi, actuellement chargé d'une sixième, je trouve chez mes élèves les mêmes déficiences que j'avais autrefois déplorées dans des copies de rhétorique : manque d'esprit d'observation et manque d'imagination.

Les élèves ne savent pas regarder. Le goût de l'observation est très rare chez eux, si l'on excepte ceux chez qui le scoutisme a éveillé précisément ce goût, et ceux qui ayant longtemps habité la campagne voient aussi assez bien et d'un regard neuf. Mais c'est le petit nombre. La majorité voit déjà pour ainsi dire par catégories : sa perception des choses est faussée par la lecture ou le cinéma, chez les meilleurs par le souci de « faire joli ». Cela est encore plus net dans les devoirs auxquels les parents ont collaboré, là est probablement une des raisons foncières de cette pauvreté de vision : les enfants prennent un esprit « scolaire » dans leur famille au moins autant qu'en classe ; tout aboutit à une connaissance utilitaire.

On demande aux élèves de décrire un cheval, ils répondent que c'est un quadrupède herbivore qui sert aux labours ou aux courses. Voir pour voir leur est inconnu.

Que pouvons-nous faire là contre ? Aucune étude de vocabulaire, même faite à l'occasion d'un texte, ne vaudra une bonne « leçon de choses » au vieux sens traditionnel du mot. Cela pourrait être une des meilleures utilisations des loisirs dirigés. Si à cette occasion des sorties sont possibles il serait bon que les professeurs de français, de sciences naturelles et de dessin se chargent à tour de rôle d'une même classe pour lui montrer comment chacun d'eux voit et comment les choses les plus banales sont riches de points de vue différents. Le même exercice peut évidemment avoir lieu en classe à propos d'un objet (il ne manque pas d'enfants de dix ans incapables de décrire une bibliothèque) ou d'une gravure. Qu'à cette occasion la leçon de vocabulaire, la leçon n'en sera que plus pénétrante. Cette méthode aurait un avantage très net sur les simples jeux d'observation qui ne sont guère que des dénominations cataloguées et qui exercent la mémoire de l'enfant plus que son aptitude à voir ; elle donnerait certainement d'intéressants résultats.

Il est plus délicat de remédier au manque d'imagination et pourtant la nécessité s'en fait encore plus sentir. A part quelques cas isolés d'imagination excessive, dé-

réglée, il est très difficile d'obtenir de bons devoirs sur des sujets qui réclament une création de la part de l'enfant, qu'il s'agisse d'événements courants ou d'évocations fabuleuses, de recours au merveilleux, qu'on leur fasse raconter un accident de la rue ou une journée dans un château au Moyen Âge. Les élèves, persuadés de bien faire, reproduisent sans apport personnel leurs souvenirs de lectures ou, ce qui est pire, les connaissances acquises en classe. De là à l'utilisation massive de clichés le glissement est facile. On peut incriminer la paresse de l'élève et son penchant naturel à la facilité ; il y a certainement de ça, mais il n'y a pas que ça. Nos élèves dans l'ensemble lisent trop, trop de choses médiocres et trop vite. De plus, l'habitude qu'on prise les journaux et magazines de contenter leurs lecteurs par des renseignements précis d'intérêt nul (comme les menus de telle vedette de cinéma) ne laisse pas assez de place pour le mystère, ce domaine de l'enfant.

Les contes de fées sont délaissés, et même les romans d'aventures dans la mesure où ils ne sont pas remplis de péripéties accumulées ou d'apportent pas de renseignements sur une technique particulière. Offrez à un enfant de onze ans les « Contes d'Andersen » ou les « Histoires comme ça », il les trouvera ennuyeux ; « Le dernier des Mohicans » ne lui semble pas assez mouvementé.

Pourtant essayez de lire vous-mêmes à vos élèves un de ces livres, un livre plus enfantin encore ; ils se laisseront captiver par un conte de Noddy comme « Trésor des Fées » et Fleur des Pois, ou par l'histoire du rhinocéros de Kipling. La raison en est simple : dans une lecture à voix haute les qualités du style sont mises en relief, et les enfants y sont beaucoup plus sensibles qu'on n'est porté à le croire ; de plus l'effort de la lecture est supprimé, cela libère l'imagination. Il faudrait ajouter à ces histoires lues des histoires racontées, et l'idéal serait d'en fabriquer devant les élèves, avec leur collaboration. On pourrait ainsi leur montrer à l'œuvre le travail de l'imagination, leur donner le goût d'inventer.

Cet exercice trouve tout naturellement sa place dans les programmes de loisirs dirigés, avec des applications en classe sous forme de rédaction. Dans des classes plus élevées, la quatrième par exemple, le point de départ peut être une œuvre étudiée ; ainsi au sujet du Cid on peut montrer comment Leconte de Lisle a vu « l'histoire » du Cid, comment un historien contemporain la verrait, et même comment on pourrait la porter au cinéma. Après avoir ainsi indiqué dans quels sens divers l'imagination peut travailler, il serait bon de proposer aux élèves quelques livres « points de départ » à partir desquels ils pourraient exercer leurs facultés d'invention : le Livre de la jungle par exemple, l'île au Trésor, Ivanhoé...

Si l'on a l'occasion d'intéresser les parents à cet effort, en leur expliquant dans quel sens et de quelle façon on a l'intention d'agir pour développer chez leurs enfants les facultés d'observation et d'imagination, il peut s'établir entre la famille et le professeur une collaboration qui réalisera au mieux les vues poursuivies.

Marc GENESTET.

## Psychologie appliquée à l'éducation

Nous trouvons dans ce numéro de l'Information Pédagogique de septembre-décembre 1939, très remarquable dans son ensemble, trois articles particulièrement à signaler. L'un sur Les grands courants de l'état actuel de la psychologie de l'enfant. Il montre la psychologie de l'enfant au point de confluence des psychologies spéciales qui se sont développées depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : génétique, animale, pathologique, des mentalités ; dominée par l'idée de croissance, non d'évolution ne soies et de comparaisons, la psychologie de l'enfance est tributaire de toutes les sciences spéciales et en même temps leur offre comme un point de recoupement et de vérification, car l'enfant seul est comparable à l'animal par le niveau inférieur de ses fonctions, à l'homme adulte par leur niveau supérieur, au malade par ses insuffisances, au primitif par sa mentalité.

Un autre article sur Les grands

courants de la psychologie des adolescents nous montre l'essor et l'intérêt des études sur les adolescents — la vie mentale de l'adolescence et ses rapports avec les autres branches des connaissances — faites en Amérique d'abord, puis en Allemagne, et leur pauvreté théorique en France. La vie mentale juvénile n'étant pas encore reconnue en France comme une réalité psychologique définie, d'où les erreurs de notre pédagogie et de nos programmes, les conséquences pratiques sont nettement déficientes, par ex. le rôle du développement physique dans la vie des adolescents. Déficience souvent aussi, faute de connaissances suffisantes, l'attitude des éducateurs.

A signaler enfin un excellent ouvrage du tome VIII de l'Encyclopédie Française La Vie Mentale dont une étude approfondie serait précieuse à tout éducateur et tout intellectuel.

## UN ASPECT DE L'EVACUATION

Depuis six mois bientôt, les enfants évacués de Paris par les soins de l'administration vivent dans les centres d'accueil. Ils sont là pour être à l'abri des bombardements, cette précaution ayant été inutile jusqu'à présent, n'ont-ils pas malgré tout tiré quelque profit de ce changement de séjour ?

Un tiers seulement des enfants évacués nous reste. Sont partis ceux dont les parents avaient besoin pour toucher une quelconque allocation (chômage ou autre), di-sons : les enfants qui, pour les parents sont une source habituelle de revenus... Sont partis aussi ceux dont les parents ont su trouver en province un foyer qui les accueille. Du départ de ceux-là nous ne pouvons que nous réjouir.

Quelques exceptions, il nous reste les enfants moralement abandonnés, ceux qui sont pour leurs parents une charge et rien que cela : situation de famille inextricable... père parti... mère cherchant sa vie...

Les fêtes de Noël ont apporté très peu de paquets, les lettres se font de plus en plus rares... Pour ces enfants, l'évacuation est une occasion unique dont ils peuvent tirer un bien considérable.

Au point de vue santé, d'abord. Ces petites ont, au début, traversé une véritable période de désintoxication : nous pensions ne jamais les guérir des maux de toutes sortes. Maintenant malgré un climat rude et le chauffage souvent défectueux, l'état des chausseries, les enfants résistent, ont bonne mine et grandissent. Les repas réguliers, la nourriture saine, de longues heures de sommeil, assistent et calment ces petits instables. Pourtant combien ont été rares, à la radio, les images thoraciques normales !

Au point de vue habitudes de travail également, nous constatons

le progrès. Combien de ces enfants, dans nos classes de banlieue, n'apprenaient jamais leurs leçons, bâclaient leur travail, fréquentaient l'école par à-coups. Ici, elles sont obligées de savoir leurs leçons, obligées de se lever, chaque matin à 7 heures moins le quart. Leur travail de classe est vraiment devenu leur « devoir d'état ». De quoi rassurer les maîtresses du pays, un peu inquiètes au début, devant ces petites « parisiennes » indisciplinées et au travail si faible.

Quant au point de vue moral, changement aussi ! Les mots grossiers se font plus rares, le thème de conversation des grandes — les artistes de cinéma — s'épuise faute de renouvellement. Les bras ne se lèvent plus pour garantir la face contre d'éventuelles taloches ! — Pour faire plaisir, on est sage et on vient quêter le baiser, récompense du soir.

L'évacuation a donc porté de multiples fruits. Des enfants, parmi les plus déshérités, auront fait une cure de santé, auront connu un climat quasiment familial, une atmosphère morale dont ils se souviendront.

Emettons maintenant quelques vœux, nous souhaitons l'éparpillement des enfants ; pas de centres casernes ; il vaut mieux 20 enfants avec 2 maîtres que 80 avec 12 maîtres. Nous souhaitons également que quelques maîtresses, des centres n'envisagent pas leur travail comme un service de quelques heures par jour mais comme une tâche de chaque instant, comme leur façon, à elles, « de tenir ». D'ailleurs, pas de meilleure sauvegarde contre le « cafard ».

Malgré les difficultés du début et l'encouragement qu'elle a apporté à l'inculture de certains parents, nous pouvons dire : pour les enfants, heureuse évacuation !!!

E. VALIQUET.



# Application du Code de la Famille

## Prime à la première naissance

(Date d'application 1<sup>er</sup> Février 1940)

### DONNE DROIT AU BENEFICE DE LA PRIME.

Le 1<sup>er</sup> enfant (enfant de 1<sup>er</sup> rang) né viable, légitime et de nationalité française, après le 31 décembre 1939, dans les deux ans suivant le mariage de l'agent ou en 1940 d'un mariage célébré après le 30 juillet 1937.

Sous le fait de l'existence d'autres enfants à charge (cas de 2<sup>e</sup> lit par exemple), le nouveau-né ouvre à ses parents un droit à une nouvelle allocation familiale, il ne peut donner droit à la prime.

En cas de naissance gemellaire, il n'est versé qu'une seule prime.

### MONTANT DE LA PRIME.

Le montant est fixé au double du salaire mensuel moyen servant de base aux Caisses de Compensation pour le calcul des allocations familiales. Il ne peut être inférieur à 2000 fr. et est net de tout impôt. La prime allouée est celle du Département où réside habituellement le chef de famille. Elle est de 3.000 francs pour la Seine et la 1<sup>re</sup> zone de Seine-et-Oise ; de 2.400 francs pour la 2<sup>e</sup> zone de Seine-et-Oise ; de 2.500 francs pour le Département des Bouches-du-Rhône ; de 2.200 francs pour les Départements de Seine-et-Marne, Nord, Rhône, Var ; de 2.100 francs pour ceux de Meurthe-et-Moselle, Alpes-Maritimes, Aube, Puy-de-Dôme ; et de 2.000 francs pour les autres départements.

### VERSEMENT.

Le versement est effectué à la mère ; à défaut au père, au tuteur ou à la personne qui a la charge de l'enfant. Il se fait en deux fois.

La première moitié est payée dès la naissance de l'enfant si la demande a été formulée 4 mois au plus tard avant la date présumée de l'accouchement, ou après la naissance dans le cas contraire.

La seconde moitié est payée 6 mois après la naissance de l'enfant et dans le plus court délai possible si la demande n'a été formulée que peu de temps avant l'expiration du délai de forclusion, lequel est de 6 mois après la naissance.

### PIECES A PRODUIRE.

1<sup>re</sup> Demande. Elle est formulée par la personne qui doit bénéficier de la prime et doit être remise au chef de service 6 mois au plus tard après la naissance de l'enfant ;

2<sup>e</sup> Extrait du livret de famille. Cette pièce doit être certifiée conforme par le chef de service.

(Il est recommandé de se procurer les modèles des pièces ci-dessus près de l'Administration. A défaut, s'adresser au syndicat).

Pour le paiement de la 1<sup>re</sup> moitié de la prime, la demande doit être signée par la future mère ou par la personne qui a la charge de l'enfant, si la demande a lieu après la naissance. Dans ce dernier cas, une attestation du chef de service indiquant que l'enfant est bien inscrit sur le livret de famille est nécessaire.

Pour le paiement de la 2<sup>e</sup> moitié, un certificat de vie de l'enfant établi sur papier libre et une déclaration de la mère attestant que l'enfant est à sa charge sont demandés.

Le décret du 29 juillet 1939, « RELATIF A LA FAMILLE ET A LA NATALITE FRANÇAISES » précisait que les principales dispositions du titre 1<sup>er</sup>, concernant « L'AIDE A LA FAMILLE », devaient entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Les circonstances ont voulu qu'il en soit autrement !

Un décret du 16 décembre 1939 paru le 18 au « J.O. », a en effet décidé que seules les primes à la première naissance seraient versées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940 ; quant au régime des allocations familiales, et des allocations dites « DE LA MERE AU FOYER », il ne serait appliqué qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 1940.

### QUE FAUT-IL EN PENSER ?

D'une manière générale, le Code de la famille constitue une très importante réalisation législative. Il est heureux que la guerre n'ait pas empêché sa mise en application. Sans nier sa grande portée sociale, le Code de la famille ne répond pas, cependant à la politique familiale que nous aurions souhaitée. A ce sujet, nous nous permettons d'émettre, dès aujourd'hui, quelques observations d'ordre général, nous réservant d'intervenir plus tard sur tous les points litigieux, dès que notre Fédération Générale aura pris position.

Tout d'abord, le règlement édicté par le décret relatif à la famille et à la natalité française, relève beaucoup plus d'une POLITIQUE NATALISTE que d'une BONNE POLITIQUE FAMILIALE. C'est le REDRESSEMENT DEMOGRAPHIQUE de la France (désirable bien sûr) qui domine dans l'esprit des législateurs, et non pas le DEVELOPPEMENT NORMAL, MORAL AUTANT QUE MATERIEL, DE CETTE SOCIETE PREMIERE, QU'EST LA FAMILLE. Or, la question nataliste n'est qu'une partie du problème familial. Rien d'étonnant par conséquent à ce qu'il existe « plus qu'une nuance » entre les résultats obtenus par le Code de la famille et ceux que nous étions en droit d'attendre, si ce Code avait vraiment et pleinement mérité son nom et répondu à nos conceptions familiales. D'ailleurs le premier décret de « mise en route », celui du 12 novembre, dont le titre est : « Décret tendant à encourager la natalité », n'indiquait-il pas le but principal recherché par les législateurs ?

Cette observation permettra sans doute d'expliquer les raisons qui ont motivé l'aide apportée plus spécialement aux familles nombreuses, et celle, très restreinte, accordée aux familles n'ayant qu'un enfant.

En dehors de cette considération, il n'est pas sans intérêt de rappeler certains des principes essentiels qui

ont présidé à l'élaboration des textes, à savoir :

1<sup>re</sup> LA GENERALISATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES dont le but est de combler une grave lacune de la législation existante, laquelle privait les artisans, les employeurs et les travailleurs indépendants des professions agricoles, industrielles, commerciales et libérales, du bénéfice des allocations familiales allouées aux salariés et en particulier aux fonctionnaires ;

2<sup>re</sup> L'UNIFICATION DES TAUX, dont les pourcentages restent les mêmes pour tous les bénéficiaires. Toutefois le Gouvernement, ayant estimé « que la situation matérielle d'une famille dépend des facilités de logement et de ravitaillement dont elle dispose », a fait une distinction entre les localités rurales et les localités urbaines, et a décidé d'appliquer les taux au salaire moyen mensuel du département et d'allouer la prime de la mère au foyer au ménage vivant du produit d'un seul salaire habitant dans une localité de plus de 2.000 habitants. On juge tout de suite des conséquences graves qui peuvent en résulter pour les fonctionnaires exerçant dans les localités rurales ou dans des départements à salaire moyen relativement bas ;

3<sup>re</sup> LA LIMITATION DES CREDITS BUDGETAIRES qui fut fixée à un supplément de 200 millions par le décret du 12 novembre 1938. D'une part le Gouvernement s'opposait à ce que le budget supportât « une charge trop considérable » et d'autre part, l'adoption d'un système financé par les contributions de l'agriculture conduisait, paraît-il, à un échec certain ;

4<sup>re</sup> LA SOLICITUDE APPORTÉE AUX PROFESSIONS AGRICOLES afin, sinon de promouvoir un retour à la terre, tout au moins d'arrêter l'exode rural. Cette sollicitude s'est également manifestée par l'institution du prêt au jeune ménage paysan et du contrat à salaire différé.

En plaçant les fonctionnaires dans le droit commun, le Code de la Famille a bouleversé les situations acquises et posé de nouveaux et graves problèmes. Pour la plupart d'entre eux, la nouvelle réglementation constitue une véritable régression. Nos organisations et notre Fédération Générale s'en préoccupent activement, et comme le Gouvernement lui-même a déclaré dans l'exposé des motifs précédant le décret « que celui-ci était loin d'être complet et que d'importantes dispositions y manquaient », nous gardons le ferme espoir que cette première réalisation sera complétée et améliorée le plus rapidement possible.

TALEC.

### Quelques salaires moyens départementaux

Les plus bas sont fixés à 700 fr. et se rapportent aux départements suivants : Gers, Landes, Lot, Lotzère, Vendée. Ils sont de 750 fr. dans les départements suivants : Ariège, Corrèze, Dordogne, (Haut)-Loire, Manche, Mayenne, Tarn-et-Garonne. Parmi les plus élevés citons : (1000 fr.) Aisne, Ardennes, Terroir de (Belfort), Cher, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Gironde, (Haut)-Rhin, Isère, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Marne, Meuse,

Oise, Pas-de-Calais, Savoie, (Haut)-Savoie, Seine-Inférieure, Vaucluse ; (1050) : Alpes-Maritimes, Aube, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Puy-de-Dôme ; (1100) : Nord, Rhône, Seine-et-Marne, Var ; (1200) : 2<sup>e</sup> zone de Seine-et-Oise ; (1250) : Bouches-du-Rhône ; (1500) : Seine et 1<sup>re</sup> zone de Seine-et-Oise.

Ces salaires doivent normalement être révisés chaque année au mois d'octobre.

### Allocations familiales

(Date d'application 1<sup>er</sup> avril 1940)

#### BENEFICIAIRES.

Tous les salariés, les employeurs et travailleurs indépendants des professions industrielles, commerciales, libérales et agricoles, les métayers ainsi que tous ceux qui tirent d'une activité professionnelle leurs principaux moyens d'existence.

Les allocations familiales sont dues à partir du deuxième enfant et à tous les enfants n'ayant pas dépassé l'âge d'obligation scolaire (14 ans). La limite d'âge est portée à 17 ans si l'enfant poursuit ses études ou s'il est placé en apprentissage. Elles sont également dues à l'enfant qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique est dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié.

#### TAUX.

Les taux minima ne peuvent pas être inférieurs à 10 % du salaire moyen mensuel départemental, pour le deuxième enfant à charge ; à 20 % pour le 3<sup>e</sup> et chacun des suivants.

Soit : 10 % pour 2 enfants à charge, 30 % pour 3 enfants, 50 % pour 4 enfants et ainsi de suite.

#### CAPITALISATION ANNUELLE.

Pour la première année d'existence d'un enfant bénéficiaire des allocations familiales, les chefs de famille peuvent sous réserve de justifier leur demande par les besoins exclusifs de l'enfant, recevoir une somme capitalisant les allocations de l'année, compte tenu des tables de mortalité.

#### GARANTIE MINIMUM ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

En aucun cas l'application du nouveau régime aux familles de fonctionnaires, comptant au moins 2 enfants à charge nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1940 ne pourra entraîner une diminution du total des allocations servies au titre de ces enfants, compte tenu éventuellement de l'allocation nouvelle de la mère au foyer. Dans la comparaison à établir entre le régime ancien et le régime nouveau, il sera tenu compte des règles anciennes de rang admises dans la réglementation actuellement en vigueur. De même, les allocations seront servies jusqu'aux âges limites actuels pour tous les enfants âgés de treize ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Le nouveau régime sera intégralement applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1941 aux familles ne comptant qu'un seul enfant à charge.

Les agents employés à titre temporaire ou auxiliaire bénéficieront des allocations familiales en fonction du nombre d'heures de travail effectivement accomplies par eux.

#### PERSONNEL DES COLLECTIVITES LOCALES ET SERVICES PUBLICS CONCEDES.

Les dispositions transitoires prévues pour les fonctionnaires sont applicables aux agents des collectivités locales et des services publics concédés par l'Etat, les Départements et les Communes, en vertu de leurs statuts, de conventions collectives ou de sentences arbitrales et surabitrales, d'indemnités pour charges de famille ou d'allocations plus favorables que celles résultant du nouveau régime.

# Une circulaire sur les mobilisés et les repliés

D'une lettre du ministre des Finances à MM. les ministres (18-1-40), nous extrayons les passages suivants qui intéressent nos collègues repliés ou mobilisés :

#### I. — REPLIES

Ce sont les agents appartenant à des Administrations ou services qui ont été transportés de leur résidence, d'habitude, dans des départements « d'éloignement » ou de « correspondance ».

Cette définition ne vise pas les Administrations et services qui sont maintenus dans leur circonscription normale d'attachement tout en étant dispersés dans des localités de cette circonscription autres que celle de leur résidence en temps de paix.

Je rappelle sommairement ci-après les décisions déjà prises en ce qui concerne les agents repliés :

— interdiction de l'attribution des indemnités de frais de mission et de déplacement ou de toute autre indemnité similaire (circulaire de M. le Président du Conseil du 25-9-36) ;

— maintien provisoire de l'indemnité de résidence afférente à la localité dans laquelle ils exercent leurs fonctions avant le repliement, si cette indemnité est plus élevée que celle attachée à la résidence d'éloignement, étant entendu que, dans le cas inverse, les intéressés ont droit à l'indemnité afférente à la localité de repliement.

A compter du 1<sup>er</sup> avril 1940, l'indemnité correspondant à l'ancienne résidence ne pourra être maintenue que moyennant justification par les bénéficiaires éventuels qu'ils ont conservé la charge d'un foyer dans la localité d'origine.

— maintien provisoire de l'indemnité compensatrice d'Alsace et de Lorraine aux agents qui en avaient bénéficié antérieurement dans les départements recouvrés.

— attribution de secours exceptionnels aux agents chargés de famille et dont la situation est précaire.

Au cours de la conférence à laquelle il est fait ci-dessus allusion, diverses au-

tres questions ont été examinées, elles seront résolues de la façon suivante :

#### a) Indemnité de résidence.

Les agents recrutés dans les services repliés postérieurement au repliement, et les retraités qui y auront été rappelés à l'activité pour lesquels aucune situation n'est à « maintenir » ne pourront prétendre à l'indemnité de résidence que sur la base des taux appliqués dans la localité d'éloignement, ils seront évidemment exclus de l'indemnité compensatrice d'Alsace et de Lorraine.

#### b) Logement.

Dans la grande majorité des cas, les fonctionnaires repliés et leur famille sont logés gratuitement dans des locaux réquisitionnés par l'Administration.

Dans quelques cas cependant les intéressés ont dû se procurer un deuxième logement à leurs frais, soit parce que leur Administration n'a pu ou n'a pas eu de devoir recourir à la procédure de réquisition, soit en raison de la détérioration des locaux réquisitionnés qui leur ont été offerts. L'Administration sera autorisée à verser directement à leurs bailleurs une somme égale à celle qui serait demeurée à sa charge en cas de réquisition, le surplus du prix de location incombant au fonctionnaire.

#### c) Frais de déplacement. Usage de voitures automobiles personnelles...

#### d) Secours.

Ainsi que l'a précisé la circulaire de M. le Président du Conseil du 25-9-36, visée ci-dessus, les Administrations peuvent, dans des cas particulièrement dignes d'intérêt et dans la limite des crédits dont elles disposent, allouer des secours à ceux des fonctionnaires repliés qui auraient à faire face à des charges particulièrement lourdes, en raison soit du nombre ou de l'état de santé des membres de leur famille, soit pour toute autre cause. Il vous appartiendra de veiller à ce que ces secours, qui en principe ne pourront être attribués que pour la période d'installation, ne prennent pas le caractère d'allocations périodiques renouvelables, mais restent strictement exceptionnels et momentanés.

#### II. — MOBILISES

A. MODIFICATIONS A APPORTER AU MODE DE CALCUL DE L'INDEMNITE DIFFERENTIELLE PREVUE PAR LE DECRET DU 1-9-1939

1<sup>re</sup> Cumul avec les soldes journalières. La circulaire du 3 octobre dernier n° 6.202 avait indiqué que, dans un but de simplification, les sous-officiers, caporaux ou soldats placés sous un régime de solde journalière pourraient, comme en 1914, cumuler leur solde avec leur traitement civil.

Les Services responsables estiment qu'un tel cumul est injustifié et qu'il n'y a pas lieu de le maintenir ; il convient donc de considérer les indications ci-dessus comme abrogées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

A compter de cette date, les soldes journalières devront donc entrer en compte en vue de l'octroi d'une indemnité différentielle, dans les mêmes conditions et suivant la même procédure que les soldes mensuels. Par analogie, des dispositions semblables seront appliquées aux militaires de la Marine percevant la solde de l'échelon dit « pendant la durée légale ».

2<sup>de</sup> Indemnité de combat et majoration d'indemnités pour charges militaires.

a) Indemnité de combat. L'indemnité de combat allouée par le décret du 27 octobre 1939 aux militaires engagés directement dans le combat ne devra pas, en raison de son caractère particulier, être comprise dans la solde à déduire du traitement pour le calcul de l'indemnité différentielle.

b) Majoration d'indemnité pour charges militaires (D. 27-10-1939). Aux termes de la réglementation en vigueur, les fonctionnaires mobilisés ne conservent le droit à l'indemnité de résidence, calculée d'après le taux applicable à la localité où ils exercent leurs fonctions que dans la mesure où cette indemnité excède le montant de l'indemnité pour charges militaires qui leur est allouée au titre de la solde. Pour cette comparaison, l'indemnité pour charges militaires proprement dite, à

l'exclusion de la majoration allouée par les décrets du 27 octobre et 26 novembre 1939 aux militaires à solde mensuelle de l'armée de terre ou de l'armée de l'air des théâtres d'opérations du nord-est ou du sud-est, ou par le décret du 10 novembre à certaines catégories de militaires de l'armée de mer. Des majorations ont en effet un caractère comparable à celui de l'indemnité de combat.

B. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 7 DU DECRET DU 1-9-1939...

C. RETENUES POUR PENSIONS CIVILES

Ainsi que l'a rappelé ma circulaire du 26 octobre n° 6.543 la retenue pour pension, afférente au traitement civil des fonctionnaires et agents mobilisés se trouve, lorsque ce traitement dépasse la solde, affectée automatiquement du seul fait que l'indemnité différentielle est calculée en fonction du traitement net.

Dans l'hypothèse inverse, la solde étant supérieure au traitement, aucune indemnité différentielle n'est attribuée ; d'autre part, aucune retenue pour pension n'est effectuée sur la solde, les officiers de réserve recevant la solde brute. En vue d'assurer le versement de la retenue qui constitue la condition indispensable de l'acquisition des droits à pension, il appartient à l'Administration qui emploie les agents en cause, d'émettre chaque semestre, dans les mêmes conditions qu'à l'égard des agents placés en service détaché, un titre de perception dont le montant correspondra aux retenues pour pensions civiles dont ils sont redevables au Trésor. Le premier titre à émettre s'appliquera à la période du 1<sup>er</sup> septembre dernier, ou de leur mobilisation, si celle-ci est postérieure au 31 décembre prochain.

Avant l'établissement de ce titre, il devra être établi par un liquidation sommaire que leur solde brute militaire annuelle est supérieure à leur traitement civil brut ; s'il en était autrement, le montant du titre de perception devrait être réduit à concurrence de la différence ; l'ensemble de ces différences devrait faire l'objet d'une ordonnance de virement.

# Autour du Code de la Famille

## FONDS NATIONAL DE COMPENSATION.

Il est créé un fonds national de compensation destiné à répartir entre les départements, les communes et établissements publics départementaux et communaux, les charges résultant des primes à la naissance et des allocations familiales versées au personnel de ces collectivités à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Celles-ci sont tenues de s'affilier au fonds national de compensation. Les dépenses résultant du paiement des primes et des allocations, ainsi que celles provenant du fonctionnement du fonds, constituent des dépenses obligatoires, pour les collectivités sus-visées.

## GESTION DU FONDS NATIONAL.

Le fonds est géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. Un règlement d'administration publique déterminera les règles suivant lesquelles seront fixées les modalités d'organisation et de fonctionnement du fonds et, en particulier, celles afférentes à l'institution d'une Commission Supérieure, laquelle sera chargée de donner son avis sur les questions relatives au fonds de compensation.

## COMMISSION SUPERIEURE.

Elle comprend dix-huit membres dont cinq représentants du personnel des Services Publics, départementaux et communaux et un représentant du personnel hospitalier.

Les membres de la Commission sont nommés pour 3 ans, sauf le Directeur Général des Dépôts et Consignations. La Commission Supérieure est présidée par un Conseiller d'Etat.

(En ce qui concerne le Personnel des collectivités locales et des Services Publics, notre Fédération des Fonctionnaires est intervenue près du Ministre de l'Intérieur, le 14 février dernier. Elle y a notamment insisté sur la nécessité qui s'impose pour que le règlement d'administration publique intervienne rapidement et sur la désignation des membres du personnel devant siéger à la commission supérieure, au sein de laquelle nous espérons bien être représentés.)

## Prime de la Mère au foyer

### BENEFICIAIRES.

Ils sont ainsi définis par l'article 23 du décret du 29 juillet 1939 : « Dans les localités comptant plus de 2.000 habitants agglomérés ou assimilés, comme il est précisé à l'article 14, une allocation dite « de la mère au foyer » est attribuée aux familles salariées comptant au moins un enfant à charge et qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel provenant soit de l'activité du père ou de la mère, soit de l'activité de l'un des ascendants, lorsque l'enfant est à la charge de ce dernier.

L'allocation est réservée aux familles dont les enfants ont la na-

tionalité française. Elle est due à l'enfant unique jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 5 ans, et, s'il y a plusieurs enfants, tant que le dernier n'a pas dépassé l'âge de 14 ans. Toutefois l'allocation continuera d'être versée jusqu'à l'âge fixé par l'article 12 ci-dessus à la mère ou à l'ascendant salarié, qui ayant la garde de l'enfant et, en assume seule, par son salaire, la charge effective ».

### TAUX.

« L'allocation est égale à 10 % du salaire moyen départemental déterminé par les dites localités. »

## Dispositions diverses du Décret du 29 Juillet 1936

Les subventions que l'Etat verse actuellement aux départements et communes qui ont institué des primes à la natalité, sont supprimées. 1<sup>re</sup> Age limite d'admission dans les cadres des diverses administrations de l'Etat, des Collectivités locales et des Services Publics concédés est reculé d'un an par enfant à la charge des candidats mariés ou veufs.

En cas d'accident du travail, les allocations familiales sont maintenues dans leur intégralité pendant la période d'incapacité, que celle-ci soit temporaire ou permanente. Si l'accident est suivi de mort elles sont dues tant que les enfants en donnent le droit.

M. T.

## Une requête fédérale

Après avoir rappelé que le règlement d'administration publique prévu pour l'application du Code de la Famille aux personnels départementaux, communaux et des services concédés n'était pas encore paru, notre Fédération a présenté le 13 février au Ministre de l'Intérieur une requête dont voici l'essentiel :

« Aussi, avons-nous l'honneur, Monsieur le Ministre, d'attirer votre bienveillante attention sur ce problème afin que le personnel des collectivités secondaires ne subisse aucun préjudice du fait du retard qui pourrait survenir dans la création et la réglementation du fonds de compensation et dans la constitution de la Commission Supérieure.

Nous nous permettons également de vous signaler que la Commission Supérieure doit comprendre, d'après l'article 23 du décret du 29 juillet 1939 (Code de la Famille) : cinq représentants des Services publics départementaux et communaux et un représentant du personnel hospitalier.

Vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, toute l'importance que nos fédérations des fonctionnaires et des hospitaliers attachent aux problèmes de la famille. Aussi, nous vous serions particulièrement reconnaissants de bien vouloir nous réserver, lors de la désignation des représentants appelés à siéger à ladite commission le nombre de membres que justifient la valeur représentative de nos organisations et la nature même des questions qui seront traitées... »